CORREO DE TARIJA

ASSOCIATIF

Radio Pachamama fête ses deux ans

Déjà deux ans ! Le 12 avril dernier, les dirigeants et membres des Bartolina Sisa ainsi que les animateurs de la radio ont soufflé les deux bougies de leur moyen de communication. Au programme de cette journée spéciale : la traditionnelle messe, des groupes en direct, de nombreux remerciements et une parrillada suivie d'une peña. **p.2 à 3**

ENVIRONNEMENT

Le Dakar, entre conséquences environnementales et apport économique

Le journaliste Mario Valdez Guerrero, spécialisé dans les questions environnementales à radio ACLO (Accion Cultural Loyola), nous donne son point de vue sur les aspects positifs et surtout négatifs du fameux rallye Dakar, qui s'est déroulé du 2 au 16 janvier en Argentine et en Bolivie. **p.4**

POLITIQUE

DOSSIER : Le « non » l'emporte au référendum du 21 février

Le 21 février dernier, les Boliviens étaient convoqués à un référendum pour savoir si « oui » ou « non », ils étaient d'accord pour modifier l'article 168 de la Constitution permettant la réélection d'Evo Morales. C'est finalement le « non » qui l'a emporté avec 51,3 % des voix. L'occasion d'analyser cette première défaite de l'actuel président et de confronter les idées des animateurs de la radio. **p.5 à 9**

Anaïs Chatellier

Radio Pachamama fête ses deux ans

Le 12 avril 2014, le président Evo Morales venait inaugurer Radio Pachamama. A cette époque-là, la fréquence 97.00 FM ne diffusait encore que de la musique, le temps de former les compañeras à ce nouveau moyen de communication communautaire.

Deux ans plus tard, c'est avec beaucoup de fierté que les animateurs et les membres de l'organisation Bartolina Sisa ont fêté les deux ans de Radio Pachamama. Voici comment s'est déroulé ce mardi 12 avril 2016.

Les dirigeants s'expriment à la radio

Tout au long de la journée, nous avons laissé le micro libre pour ceux qui souhaitaient s'exprimer. Plusieurs dirigeants ont souhaité rendre hommage à la radio.

Santo Valdez, dirigeant de la fédération des Campesinos

"Je souhaite féliciter cette grande radio qui lutte chaque jour en faveur de notre secteur social. C'est important d'avoir une radio comme celle-ci qui nous permet de pouvoir présenter nos revendications. Les organisations sociales sont un pillier important du pays, notre président vient lui-même de ces organisations. À chaque réunion, nos compañeras Bartolina réalisent des interviews, nous laissent nous exprimer, etc. C'est pourquoi nous devons continuer à travailler ainsi main dans la main pour le bien des paysans et indigènes".

"Les années passent tellement vite! Comme vous le savez, Radio Pachamama c'est notre bébé, il a fallu plusieurs mois avant de la voir naître. À deux ans, elle sait désormais marcher et elle va continuer à grandir et à murir années après années.

On ne remerciera jamais assez France Amérique Latine et tous les volontaires qui sont venus de France pour nous aider dans ce projet dont nous sommes particulièrement fiers. C'est ensemble que nous avons pu acheter les équipements, former les personnes qui travaillent bénévolement chaque jour dans ce moyen de communication. Nous voulions notre propre radio, nous l'avons eu, il faut désormais continuer à bien s'en occuper !"

Teresa Miranda, sénatrice et dirigeante des Bartolina Sisa

Maria Calderon, dirigeante de Bartolina Sisa Cercado

"Radio Pachamama est écoutée dans beaucoup de communautés, à chaque fois que je monte dans un bus, la fréquence est celle de Radio Pachamama, nous avons réussi à faire de cette radio, une radio connue, appréciée avec de la musique folklorique mais aussi avec de plus en plus de programmes communautaires, éducatifs et informatifs, ce qui est important pour nous."

Wilma Romero, secrétaire générale des Bartolina Sisa

"Nous l'avions inaugurée avec beaucoup d'enthousiasme en 2014. Deux ans plus tard, nous sommes vraiment heureuses de voir comment la radio a pu évoluer. Ce que nous aimerions dans les années futures, c'est que la radio arrivent dans encore plus de communautés ! Et bien sûr que les bénévoles qui vont vivre chaque jour notre radio continuent à nous informer, nous éduquer et à nous divertir."

La traditionnelle messe

Le prêtre Miguel lance de l'eau bénite sur la terrasse de la radio

Comme il est coutume de faire en Bolivie, le prêtre Miguel est venu dire la messe sur la terrasse de radio Pachamama, accompagné de son jeune assistant Jorge qui, guitare en main, nous a fait profiter d'interludes musicaux entre deux lectures que nous avons retransmis en direct à la radio.

Le jeune Jorge et sa guitare

Les invités écoutent attentivement le prêtre pendant la messe

Des groupes de musique en direct

Violoniste et percusioniste du groupe Chucaro Farfan

Pour l'occasion, El Marucho qui anime tous les jours de 9h à 12h le programme de musique folklorique « A puro mate al lado del fogon » a invité les membres du groupe Chucaro Farfan pour qu'ils jouent en direct de Radio Pachamama les traditionnelles cueca et chacarera de la région.

Un peu plus tard dans l'après-midi, le chanteur Antenor Silos qui conduit avec sa fille le programme « Despertando Talentos », s'est joint à nous, accompagné de son groupe pour chanter quelques coplas en direct, avant d'animer toute la soirée avec le répertoire de musiques de Tarija.

Antenor Silos et son groupe

Le Dakar, entre conséquences environnementales et ressources économiques

Bousculé par les désistements successifs du Chili puis du Pérou, le Dakar 2016 s'est concentré sur la Bolivie et l'Argentine. Mario Valdez Guerrero, journaliste spécialisé dans les questions de l'environnement nous donne son point de vue sur cette compétition accueillie à bras ouverts en Bolivie.

Le Dakar a été le grand événement de ce début d'année 2016, selon vous quels sont les avantages d'une telle compétition ?

Momentanément, c'est l'émotion dans un pays où normalement ce genre de choses n'arrive pas, c'est un événement sportif très important. Cela mobilise un grand nombre de personnes, les gens sont fiers qu'une telle compétition se déroule dans notre pays, il faut dire qu'il y a beaucoup de publicités en faveur de la part du gouvernement et des institutions.

Il faut prendre en compte que par où passe le Dakar, le mouvement économique est très haut, le tourisme augmente, des infrastructures sont créées. Un événement d'une telle ampleur a beaucoup d'effets positifs d'un point de vue économique mais aussi beaucoup de négatifs, surtout d'un point de vue environnemental.

Justement, selon vous, quels sont les dangers d'une telle compétition pour l'environnement ?

Les spécialistes disent que l'impact est important d'un point de vue environnemental. Le gros problème c'est qu'il s'agit d'une compétition à champ ouvert et non de route. Les véhicules passent par des lieux vierges, comme le salar d'Uyuni. Habituellement, seuls les touristes s'y aventurent mais jamais autant de véhicules motorisés n'avaient traversé le salar. Cela cause de sérieux dommages sur l'environnement et aussi sur le patrimoine culturel et ancestral et peut affecter les coutumes dans certains cas.

Répéter dans les discours que le capitalisme est la cause du réchauffement climatique, qu'il faut protéger la Pachamama et accepter que le Dakar passe par la Bolivie, n'est-ce pas contradictoire ?

Le discours est une chose, la pratique en est une autre. Le gouvernement a implanté un discours important concernant la Pachamama notamment au niveau international mais à la maison on fait le contraire. Par exemple, les compagnies pétrolières dans le Chaco polluent tous les jours et on ne fait rien pour les arrêter, alors qu'on va interdire la nuit de San Juan parce que les habitants brûlent du bois et que ça pollue. Il faut revoir les priorités !

Publicité pour le rallye Dakar 2016. « La fierté d'être Bolivien »

Dans la nouvelle constitution, il y a beaucoup de lois concernant la Terre-mère. Nous sommes très forts en Amérique Latine pour créer des lois dès qu'il y a un problème, mais on ne mets pas en place un vrai processus pour qu'elles soient bien appliquées. Nous avons des lois mais pas de moyens, c'est le gros problème. Le gouvernement doit revoir ses priorités.

Pensez-vous qu'à l'instar du Pérou et du Chili affectés par le phénomène El Niño, la Bolivie va finir par se retirer de la compétition ?

En Bolivie, c'est la troisième année consécutive, je pense que nous allons commencer justement à entendre certaines voix. Je pense aussi que ça va dépendre du point de vue. Si on regarde seulement l'aspect économique, c'est-à-dire qui génère des sous, le Dakar va continuer. S'il y a un peu de conscience environnementale c'est possible que la population commence à se lever. Il faut être plus agressif en envoyant des messages chocs à travers les moyens de communication.

Le « non » l'emporte au référendum du 21 février

En l'espace de dix ans, Evo Morales fait face à sa première défaite électorale. En convoquant les Boliviens à un référendum le 21 février dernier pour pouvoir modifier l'article 168 de la Constitution, le premier président indigène qui demandait ainsi la permission pour pouvoir se présenter au scrutin présidentiel de 2019, ne s'attendait pas à de tels résultats surtout après avoir été réélu haut la main le 12 octobre 2014 avec 61% des voix au premier tour.

Propagande pour le « Non » à Tarija

Cette fois-ci, ils sont 51,3 % a avoir voté pour le « non » contre 48,7 % pour le « oui ». Un résultat serré qu'il convient d'analyser. Car si les partisans de l'opposition ont forcément voté pour le « non », la grande différence semble se situer auprès des électeurs qui soutiennent habituellement le MAS. Si les raisons sont multiples et sont propres à chaque individu, voici quelques pistes non exhaustives permettant de mieux comprendre la défaite du « oui ».

Scandales et « Guerra Sucia » de la droite

Début 2015, le scandale du Fonds indigène éclate : des personnalités proches du gouvernement tombent les uns après les autres accusés de projets « fantômes », de pots-de-vin et de détournement de fonds. La cour des comptes chargée de rendre un rapport sur la question parle ainsi de 153 projets non exécutés alors que leurs responsables ont reçu les subventions.

Surnommée dès lors « la grande escroquerie du fonds indigène », l'affaire porte un premier coup dur au gouvernement. « *C'est la première fois qu'un scandale de corruption touchant des cadres du MAS suggère l'existence, au sein du parti, d'un système de corruption systémique* », analyse Hervé Do Alto, doctorant en sciences politiques, spécialiste de la Bolivie.

L'image du parti est ainsi entachée. Evo Morales réussit pourtant à garder son image d'homme droit dans ses bottes en répétant « caiga quien caiga » et en laissant ses anciens dirigeants aux mains de la justice. Cependant, à mesure que les élections approchent, les scandales se multiplient jusqu'à l'affaire Zapata, convertie en véritable « feuilleton » que les Boliviens suivent avec attention. Cette fois-ci, on s'attaque directement à sa vie privée. De sa relation en 2007 avec la jeune femme alors à peine majeure serait né un enfant non reconnu dont personne n'avait connaissance. Mais bien plus grave que cet enfant soi-disant mort-né qui serait finalement encore en vie, Evo Morales serait mêlé à trafic d'influence, Gabriela Zapata étant à ce moment-là directrice commerciale de l'entreprise chinoise CAMC qui a bénéficié ces dernières années de commandes de l'Etat bolivien.

« *Comme par hasard, ces scandales sont sortis pile au bon moment* », ironise Ruben Vargas, de l'école d'auto-formation politique à Tarija. « *À défaut d'avoir un vrai programme et des leaders qui tiennent la route, la droite a cherché à tout prix à détruire l'image d'Evo, jusque-là presque intouchable et ont mené une véritable guerre sale* ». Pour Ruben, il est clair que la droite toute seule n'aurait jamais pu dévoiler de tels scandales aussi bien documentés sans une aide extérieure : « *Les Etats-Unis n'ont jamais digéré le fait que la Bolivie ait viré l'ambassadeur américain, ils ont décidé d'adopter la stratégie du coup d'Etat en douce en aidant la droite à dévoiler ces scandales* ». Une opposition qui a d'ailleurs su utiliser les réseaux sociaux, devenus un terrain de lutte important lors de la campagne et que le MAS n'a pas su apprivoiser. « *Le gouvernement a fait une campagne traditionnelle, c'est-à-dire qu'il a mobilisé les gens pour qu'ils sortent dans les rues avec des*

affiches. L'opposition s'est ainsi emparée de moyens de communication alternatifs pour mettre en avant ces scandales auxquels s'ajoute le mensonge du vice-président Garcia Linera sur son diplôme universitaire », explique Ruben Vargas.

Il reconnaît également qu'il n'y a pas eu de réponse constructive de la part du gouvernement après ces scandales. Un avis partagé par Henry Do Alto : « *Si l'on peut raisonnablement penser que la CIA ait pu être acteur de cette « guerre sale », les réactions émanant du gouvernement sont très préoccupantes : en centrant sa critique sur l'intervention extérieure et sur le rôle des réseaux sociaux, Morales et les siens suggèrent vouloir fermer les yeux sur leur propre responsabilité dans cet échec et faire fi de toute autocritique* ». Car d'autres éléments sont à prendre en compte pour expliquer la défaite.

Des transformations au sein du MAS

Viviana Aparicio et Gabriela Calle, membres des jeunes masistas, qui ont depuis toujours soutenu le processus de changement, nous avouent qu'elles ont pourtant voté pour le « non ». En effet, « *voter contre la réélection n'était plus seulement un geste d'opposition politique au gouvernement, c'était un geste investi d'un sens moral* », analyse Hervé Do Alto, c'est-à-dire celui de s'opposer à un changement de constitution, de prévaloir la démocratie et de rejeter le leadership, courant dans les pays d'Amérique Latine.

Evo Morales pendant la campagne

« *Ce rejet illustre les tensions et contradictions que le processus de changement a accumulées depuis 2008 et la mise en échec durable de l'opposition de droite par le gouvernement Morales* », analyse Hervé Do Alto.

Pour Ruben Vargas, cette tentative d'association avec la droite était un échec prévu d'avance. « *L'histoire nous l'avait déjà montré, en faisant alliance avec eux, nous avons fait d'eux non pas nos partenaires sinon nos patrons. La classe supérieure a toujours voulu imposer ses propres intérêts* ».

En souhaitant ainsi faire du MAS une scène de réconciliation nationale, le gouvernement a fait fausse route selon Hervé Do Alto : « *Cette transformation du MAS a eu un coût politique qui s'est parfois traduite à une réappropriation du MAS par certaines élites locales, trop heureuses de pouvoir se racheter une virginité politique. L'agenda politique du gouvernement, ces intégrations ont effectivement alimenté une dynamique quelque peu conservatrice au sein même du MAS* ». D'où la sensation pour de nombreux Boliviens de voir leur parti se droitiser.

Cette défaite signe-t-elle la fin du MAS pour 2019 ?

La défaite du « oui » semble s'inscrire dans une dynamique régionale qui voit la gauche s'essouffler. Pour Hervé Do Alto, cela repose sur deux échecs majeurs : « Un échec économique, dans la mesure où l'ensemble de ces gouvernements ne sont guère parvenus à garantir un développement "soutenable", dépendant de évolutions des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Et un échec politique, dans la mesure où ces processus de transformation sociale sont restés très dépendants du leadership d'un individu concentrant en son sein plusieurs types de légitimités ».

Pour autant, cette défaite n'enterre pas encore la fin d'une aire socialiste en Bolivie, se rassurent ceux qui soutiennent le processus de changement. « Je pense qu'il faut voir ce résultat comme une aubaine pour le MAS de revenir à ses fondements et revoir son fonctionnement », nous explique Ruben Vargas qui reste optimiste.

Reste à trouver un successeur digne de ce nom, ce qui ne sera pas une chose aisé selon Hervé Do Alto : « il sera difficile de trouver un candidat au profil similaire à celui de Morales qui condense autant de légitimités que lui », avant d'ajouter : « La chance du MAS est que l'opposition, de droite comme de gauche, demeure totalement dispersée et désorganisée, et ne semble toujours pas à même de pouvoir convertir le succès du "Non" en une victoire électorale. Pour l'instant, tout du moins... ».

Comment les défenseurs du « oui » justifiaient la réélection d'Evo ?

Voici un résumé des arguments de la part des défenseurs du "Oui".

Pourquoi la Bolivie a besoin de stabilité ?

Pour consolider le modèle économique et politique, la nouvelle constitution, la réforme totale de l'Etat et la nationalisation qui ont sorti la Bolivie d'une crise profonde qui a duré jusqu'en 2006. Nous avons laissé derrière nous un pays instable, avec une démocratie pactée, des alternances de pouvoir, des guerres de l'eau et du gaz, des massacres de paysans, etc.

Pourquoi Evo doit continuer au pouvoir ?

Les secteurs productifs et sociaux de Bolivie ont demandé à Evo de continuer à gouverner pour défendre les avancées et remplir l'agenda patriotique 2025 avec une Bolivie industrialisée, moderne, avec une extrême pauvreté erradiquée, une souveraineté alimentaire et un accès aux océans Atlantique et Pacifique.

Sans alternance, il n'y a pas de démocratie ?

Cela est faux. Aussi bien l'alternance comme la continuité sont des effets de la démocratie. Ce qui est démocratique c'est le vote du peuple. Si les gens votent pour la continuité, ce sera donc démocratique.

DES EXEMPLES INTERNATIONAUX

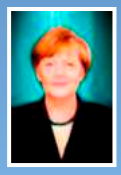
Afin de justifier ce besoin de continuité pour le gouvernement bolivien, la campagne pour le "oui", prend comme exemple des dirigeants étrangers qui sont restés longtemps au pouvoir. "*Généralement, les pays qui ont opté pour la continuité ont réussi à sortir de crises profondes et à entrer dans une période de stabilité et de prospérité*"

Konrad Adenhauer a sorti l'Allemagne démembrée de l'après-guerre en la convertissant en l'un des pays les plus importants d'un point de vue économique, technologique et politique. Il a gouverné 14 ans.

Charles de Gaulle a réussi à sortir la France de la crise occasionnée par l'invasion nazie et c'est aujourd'hui un pays industrialisé et compétitif. Il a gouverné 10 ans et 3 mois.

Felipe Gonzalez a impulsé la modernisation en Espagne après la fin du Franquisme. Il a gouverné 14 ans.

Franklin Roosevelt a réussi à convertir les Etats-Unis en une véritable puissance durant la Seconde Guerre Mondiale après la grande crise de 29 qui a dévasté l'économie du pays.



Angela Merkel gouverne l'Allemagne depuis 10 ans et elle se profile pour postuler à nouveau en 2017.

Andrés de Santa Cruz a impulsé en Bolivie une constitution, il a réformé les finances, l'éducation, créé des universités, restructuré l'armée, construit des ponts, des chemins. Il a gouverné 9 ans et huit mois.

N'y-a-t-il pas d'autres leaders ?

Bien sûr qu'il existe de nombreux autres leaders dans le peuple. Nous sommes dans beaucoup de mairies, de départements, dans les assemblées et les organisations sociales. Des femmes et hommes très jeunes sont dirigeants.
Néanmoins, Evo Morales est actuellement le leader qui fait le plus consensus, en mettant sur la scène internationale la demande maritime de la Bolivie, en réunissant tous les secteurs du pays et en outrepassant les couleurs politiques et les différences idéologiques.

Les arguments utilisés pour le "non"

Voici quelques arguments de l'opposition à Tarija pour voter pour le "non".

"Le manque d'alternances dans le pouvoir politique avec plusieurs réélections est un danger imminent pour la démocratie et pour l'existence d'un Etat de droit. Il s'agit d'une vieille formule qui ne contribue pas au développement économique ni au renforcement du système démocratique.

L'alternance est l'apanage des grandes nations qui arrivent à consolider leur gouvernement démocratique et qui sont capables de répondre de manière sérieuse au bien commun."

Modifier la Constitution c'est…

- Combattre le pluralisme démocratique et empêcher la construction d'un Etat de droit basé sur des lois et des principes juridiques, car ils ne respectent pas la Constitution.
- Permettre la violation des droits des peuples indigènes, comme c'est le cas de l'exploitation pétrolière dans la reserve naturelle de Tariquia.
- Permettre une augmentation alarmante du narcotrafic et de l'inségurité urbaine.

- Continuer les projets pharaoniques, sans faire d'études sérieuses en amont.
- Continuer sans personnel specialisé dans les systèmes de santé.

Vers un nouveau référendum pour la réélection d'Evo Morales ?

L'idée d'appeler à nouveau les Boliviens à un référendum semble faire petit à petit son chemin. Si Evo Morales a reconnu sa défaite du 21 février dernier, de nouveaux éléments concernant notamment l'affaire Zapata pourrait changer la donne entend-on dire ci et là.

En effet, courant mai, l'ancien chef des services de renseignement boliviens, Carlos Valverde reconverti en journaliste, qui avait lancé l'affaire en dévoilant un supposé certificat de naissance d'un enfant non reconnu par le président Evo Morales, a fait volte face et affirme désormais que "le fils du président" n'a jamais existé. Un revirement de situation que le gouvernement met désormais en scène pour dénoncer une grande machination contre Evo Morales afin de le décrédibiliser et de l'accuser de traffic d'influence juste avant le référendum. "*Ce fût un coup dur, mais tout était mensonge*", explique ce dernier. Le gouvernement assure que ce sont les organisations sociales elles-mêmes qui ont invoqué l'idée d'un autre vote, non entaché cette fois-ci de ce scandale. Elles seraient d'ailleurs actuellement en train de récolter des signatures pour pouvoir justifier d'un nouveau référendum.

Les avis divergent sur cette question, mais nombreux sont ceux qui ne voient pas d'un bon oeil ce deuxième référendum. Une deuxième défaite serait définitivement le coup dur de trop pour le gouvernement, car en plus de ridiculiser le président, cela pourrait surtout nuire au MAS et son possible triomphe lors des prochaines élections. Beaucoup invoquent une mesure anticonstitutionnelle, quant d'autres souhaitent rappeler qu'organiser un référendum coûte cher, on parle de plusieurs millions de dollars.

Le référendum divise les animateurs de Radio Pachamama

Radio Pachamama qui soutient depuis ses débuts le processus de changement a vu ses animateurs divisés quant au référendum. Pour la première fois, un écart générationnel s'est ressenti, les jeunes de la radio ayant plus tendance à voter pour le « non » et les personnes plus âgées pour le « oui ». Viviana, Eulalia, Ermelinda, Gabriela et Ruben qui animent quotidiennement la radio, nous parlent de leur choix de vote.

Viviana Aparicio, « je suis masiste mais j'ai voté non »

"Voter pour « non » ne fait pas de toi quelqu'un de droite comme beaucoup de personnes ont dit, j'ai toujours été masiste et je compte bien continuer à l'être. Cette élection traitait d'une Constitution pour laquelle le peuple a lutté et je ne pense pas qu'il soit judicieux de la changer. J'ai eu ce sentiment qu'Evo a mis en place ce référendum pour son propre intérêt, par peur de quitter le pouvoir peut-être. J'ai donc préféré voter « non » pour la démocratie."

Eulalia Uño « j'ai voté oui pour le futur de mes enfants »

"C'était important pour moi de voter « oui », afin de consolider le processus de changement dans notre pays et pour le futur de mes enfants. Je fais partie de ceux qui sont allés vivre à l'étranger et qui sont revenus car notre pays a beaucoup changé. La Bolivie a désormais de meilleures routes, de meilleures lois, les femmes sont enfin reconnues, il manque encore beaucoup à faire mais nous avons désormais une Bolivie digne, souveraine, productive et moderne. "

Ermelinda Montial, « j'ai préféré voter blanc »

"Je ne savais vraiment pas quoi voter. Je ne voulais pas voter pour le « oui » à cause de tous les scandales de corruption qu'il y a eu, j'ai été très déçue et parce que je pense que c'est mieux de laisser la place à d'autres personnes. Je ne voulais pas non plus voter pour le "non" parce que j'avais l'impression de trahir le processus de changement. Donc j'ai préféré voter blanc !"

Gabriela Calle, « J'ai été déçue par Evo »

"J'ai voté "non" car j'ai été déçue par Evo Morales. Il a préféré inviter des personnes de l'opposition a participé au gouvernement plutôt que de continuer à donner de l'importance aux organisations sociales qui l'ont toujours soutenu. Des personnes qui avant insultaient les paysans et les indigènes se sont retrouvées à des postes importants. J'ai comme l'impression que notre président a oublié qui sont ceux qui lui ont permis d'accéder au pouvoir…"

Ruben Vargas, « je continue de soutenir Evo »

"J'ai voté oui car je soutiens depuis le début le processus de changement et je pense qu'il est important de continuer de soutenir Evo, malgré les récents scandales. À défaut d'avoir un vrai programme et des leaders qui tiennent la route, la droite a cherché à tout prix à détruire l'image d'Evo, jusque-là presque intouchable et ont mené une véritable guerre sale. Qui voudrait de ces gens-là au pouvoir? Mais je suis confiant, le processus de changement va se poursuivre."

N'hésitez pas à continuer à soutenir Radio Pachamama dans cette lutte pour l'avancée des droits des femmes et des peuples indigènes !

Vous pouvez dès maintenant liker la nouvelle page Facebook de « Radio Pachamama 97.00 FM Tarija »